



LA JEUNESSE, POINTS DE BASCULE : TRANSITIONS, PARTICIPATION ET INÉGALITÉS SOCIALES

Colloque intervolets de la CRJ

28 et 29 septembre 2023

Campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke | Salle Grandes Portées (2^e étage)

150, place Charles-Le Moyne, Longueuil

Présentation

Ce colloque gratuit en présentiel sur deux jours, offre aux personnes qui ont à cœur la jeunesse une programmation riche autour d'un thème rassembleur couvrant tous les volets de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) : Santé et bien-être; Éducation, citoyenneté et culture; Emploi et entrepreneuriat; Jeunes Autochtones.

Objectifs du colloque

1. Mise en valeur de la recherche et de l'expertise des chercheurs et des partenaires jeunesse ainsi que de la transversalité des travaux sur la jeunesse au sein de la CRJ;
2. Échange des travaux et rencontre des membres des divers volets de la CRJ, dans un événement commun et unique;
3. Poursuite de la conversation sur les axes prioritaires de la prochaine stratégie jeunesse et, plus largement, de la politique jeunesse du Québec;
4. Mise en valeur des travaux de la relève par l'attribution, lors du colloque, du Prix étudiant 2023 de la CRJ.

Thématiques

Trois grandes thématiques seront explorées tout au long du colloque :

Transitions et transversalité des sphères de vie des jeunes;

Participation et formes d'engagement des jeunes;

Inégalités sociales et diversité des jeunes.

Modalités des échanges

Ces thématiques seront abordées au moyen de :

- Trois panels regroupant des séries de communications issues de recherches scientifiques;
- Une table ronde ou une activité participative réunissant experts du milieu scientifique et de la pratique ainsi que des jeunes, pour approfondir la discussion;
- Affiches de personnes étudiantes présentant des résultats de recherche.

Programmation sommaire

Jeudi, 28 septembre

Mot d'ouverture et présentation du colloque

9h15 *Martin Goyette (ENAP), Eddy Supeno (UdeS), María Eugenia Longo (INRS),
Natasha Blanchet-Cohen (Concordia)*

Panel 1. Transitions et transversalité des sphères de vie des jeunes

9h30 **Prévention de l'itinérance jeunesse : renforcer les liens sociaux pour adoucir le passage à la vie adulte**
Annie Fontaine (ULaval) et Sue-Ann MacDonald (UdeM)

La différenciation des parcours scolaires vers le cégep et la démocratisation de l'enseignement supérieur au Québec : transaction entre politiques éducatives, déterminismes sociaux et choix individuels
Pierre Canisius Kamanzi (UdeM)

Les jeunes et les apprentissages dans le travail.
Étude de cas sur le développement et la reconnaissance des compétences en Argentine
Claudia Jacinto (Université Buenos Aires)

Portraits d'apprentissages tout au long de la vie des jeunes Inuit
Jrene Rahm (UdeM)

avec María Eugenia Longo (INRS)

Échanges avec le public (30 min)

Table ronde

11h30 **Comment informer les politiques publiques pour permettre une meilleure reconnaissance des différents parcours et transitions de la vie, points tournants, points de bascule?**
*Mélodie Cordeau (Comité Jeunes+), Ariane Cyr (PRECA),
Magalie Quintal-Marineau (INRS), Valérie Roy (AXTRA)*

Dîner sur place

Panel 2. Participation et formes d'engagement des jeunes

14h00 **Participation et formes d'engagement des jeunes à travers le Wapikoni**
Véronique Rankin et Mailys Flamand (Wapikoni Mobile)

Facteurs associés à l'engagement civique des jeunes nés au Québec
Mai Thanh Tu et Amélie Groleau (ISQ)

La participation des jeunes en Protection de la Jeunesse : regards sur leurs expériences pendant le placement et ses impacts sur la transition vers la vie adulte
*Jessica Côté-Guimond, Ursy Ledrich, Émilie Roy (Collectif Ex-Placé DPJ);
Camille Bourgelas, Geneviève Caron et Rosita Vargas Diaz (ULaval)*

Esquisse des profils d'engagement des jeunes en économie sociale dans les milieux régionaux
Aline Lechaume (ULaval) et Frédérique Moisan (Pôle CN)

avec Martin Goyette (ENAP)

Échanges avec le public (30 min)

Activité participative

- 16h00** Comment peut-on favoriser une plus grande participation des jeunes tout en soutenant les diverses formes que prend leur engagement?
Victor Fernandes et Stéphane Girard (Colloque interuniversitaire sur la jeunesse); Carole Bérubé-Therrien, Alicia Ibarra-Lemay, Véronique Picard et Flavie Robert-Careau (Comité des jeunes du volet Jeunes Autochtones)
avec Natasha Blanchet-Cohen (Concordia) et Carole Bérubé-Therrien (CRJ)
- 17h30** Cocktail dinatoire | Dévoilement des récipiendaires du Prix étudiant

Vendredi, 29 septembre

Panel 3. Inégalités sociales et diversités des jeunes

- 9h00** La reproduction des inégalités d'une génération à l'autre est-elle genrée?
Aperçu des résultats d'une analyse de données fiscales canadiennes
Xavier St-Denis (INRS)
- Portrait des Jeunes trans et non binaires et de leurs besoins en matière de santé et services sociaux au Québec
Charles-Antoine Thibeault et Annie Pullen Sansfaçon (UdeM)
- Entre délinquance et transition vers l'âge adulte : discussion autour des défis dans les parcours des jeunes judiciairisés au Québec
Marie Dumollard (UdeM)
- Perceptions de discrimination de jeunes Québécois issus de l'immigration
Sabrina Dorceus (UdeS)
avec Eddy Supeno (UdeS)

Échanges avec le public (30 min)

Table ronde

- 11h00** Comment développer des milieux sécurisants pour une meilleure équité à l'égard des jeunes?
Karine Awashish (ULaval), Patricia Dionne (UdeS), Clément Laporte (UQAM), Leslie Touré Kapo (INRS)

Dîner sur place

Dialogue sur l'avenir des politiques publiques sur la jeunesse du Québec

- 13h00** Leaders d'organismes jeunesse du Québec : Cécile Arbaud (*Dans la rue; Coalition Jeunes+*), Nicolas Bourgois (*CACJEQ*), Rudy Humbert (*RCEJQ*), Elsa Mondésir Villefort (*Citoyenneté jeunesse*), Gabrielle Vachon-Laurent (*RJPNQL*) et cotitulaires de la CRJ

Mot de clôture

- 14h30** Les cotitulaires de la CRJ

Programmation détaillée*

Mot d'ouverture et présentation du colloque

Les cotitulaires de la CRJ :

Martin Goyette (ENAP), Eddy Supeno (UdeS),

María Eugenia Longo (INRS), Natasha Blanchet-Cohen (Concordia)

Martin Goyette, cotitulaire du volet Santé et Bien-être de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ), est professeur titulaire à l'École nationale d'administration publique (ENAP), ainsi que titulaire de la Chaire de recherche sur l'évaluation des actions publiques à l'égard des jeunes et des populations vulnérables (CREVAJ). Il dirige actuellement l'Étude longitudinale sur le devenir des jeunes placés au Québec et en France (EDJeP). Ses travaux portent notamment sur la scolarisation des jeunes ex-placés, la participation des jeunes dans l'organisation et la dispensation des services ainsi que l'analyse des formes d'interventions publiques, l'analyse des réseaux sociaux, de l'action intersectorielle jeunesse au travers des transitions à la vie adulte.

Eddy Supeno, second cotitulaire du volet Éducation, Citoyenneté et culture de la CRJ, est professeur au Département d'orientation professionnelle de l'Université de Sherbrooke, conseiller d'orientation et membre régulier du Centre d'études et de recherche sur les transitions et l'apprentissage (CÉRTA). Titulaire d'un doctorat (Ph.D.) en éducation de l'Université de Sherbrooke obtenu en 2013, ses travaux de recherche portent essentiellement sur l'information sur la formation et le travail (pratiques informationnelles et inégalités d'accès à l'information), la dynamique des parcours de vie, les transitions, les jeunes adultes non diplômés du secondaire et les populations en situation de précarité ainsi que sur la justice sociale.

María Eugenia Longo, cotitulaire du volet Emploi et entrepreneuriat de la CRJ, obtenu un doctorat (Ph.D) en cotutelle en Sociologie à l'Université d'Aix Marseille et en Sciences Sociales à l'Université de Buenos Aires, en 2011. Elle est professeure à l'Institut national de recherche scientifique (INRS) depuis 2015, directrice de l'Observatoire Jeunes et Société depuis 2017 et présidente du Comité Sociology of Work de l'International Sociological Association (ISA) (2018–2022). Ses intérêts de recherche s'articulent autour des parcours de vie des jeunes, leurs rapports au travail, leurs difficultés d'insertion telle que la précarité et l'informalité professionnelle, ainsi que sur les politiques d'emploi dans différents pays, à partir d'une approche processuelle et comparative.

Natasha Blanchet-Cohen, cotitulaire du volet Jeunes Autochtones de la CRJ, obtenu son doctorat (Ph.D) en éducation de l'Université de Victoria en 2006 et depuis 2009 professeure au Département des sciences humaines appliquées à l'Université Concordia. Elle est directrice du programme de deuxième cycle de travail auprès des jeunes et titulaire du volet autochtone de la Chaire réseau jeunesse. En tant que chercheuse interdisciplinaire et engagée, elle cumule plus de 25 ans dans la recherche partenariale autour de l'engagement des jeunes, privilégiant un métissage entre la recherche, l'intervention et la coconstruction de connaissances. Elle est membre du Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG), ainsi que de l'Observatoire Jeunes et Société. Ses intérêts de recherche s'articulent autour de l'agentivité des jeunes, ainsi que la prise en compte du point de vue des jeunes en ce qui concerne la prestation et l'organisation de services culturellement sécurisants et fondés sur les droits.

** Seules les notices biographiques reçues au moment de la mise en ligne du programme sont incluses. Certains résumés ont dû être tronqués pour des raisons de limitation d'espace.*

Panel 1. Transitions et transversalité des sphères de vie des jeunes

Prévention de l'itinérance jeunesse : renforcer les liens sociaux pour adoucir le passage à la vie adulte

Annie Fontaine (ULaval) et Sue-Ann MacDonald (UdeM)

Caractérisée par l'instabilité résidentielle, l'itinérance jeunesse prend souvent forme dans un parcours d'expérimentation fait d'allers-retours entre le domicile et la rue (RAIIQ, 2019). Marquée par un enchaînement plus ou moins progressif ou abrupt de ruptures de liens dans différentes sphères de vie, cette expérience de désaffiliation sociale est parfois précipitée par un cadre institutionnel (ex.: fin de placement en protection de la jeunesse, perte d'accès à des soins de santé mentale, etc.). Si les exigences de survie et les prises de risque peuvent fragiliser la vie des jeunes en situation d'itinérance, la stigmatisation est un des facteurs qui menace le plus d'alimenter la spirale de leur marginalisation et la dégradation de leurs conditions d'existence. Prenant en compte l'inter-influence des facteurs sociaux, institutionnels, personnels, existentiels et relationnels en cause dans l'itinérance, la prévention de ce phénomène implique d'abord de reconnaître qu'il s'agit d'une responsabilité collective. Dans le cadre d'une recherche animée par la Coalition Jeunes+ impliquant des chercheurs universitaires, des avenues de prévention prioritaires ont été explorées : 1) renforcer le tissu de liens sociaux au sein duquel évoluent les jeunes afin d'éviter l'engrenage de ruptures de liens susceptible de fragiliser leur parcours; 2) prendre en compte le besoin et le droit des jeunes de se sentir partie prenante de la société afin de retrouver un sentiment de chez soi et de sécurité; 3) considérer leur besoin d'expérimenter une « relation d'être » signifiante avec les personnes censées les soutenir. À cette fin, la reconnaissance du rôle joué par le milieu communautaire en tant qu'espace où développer des liens significatifs et ancrer une appartenance à une commune humanité constitue une avenue privilégiée.

Annie Fontaine est professeure en travail social à l'Université Laval, membre du Centre de recherche le JEFAR (Jeunes, familles et réponses sociales), de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec et de l'Observatoire Jeunes et société. Elle s'intéresse principalement aux dynamiques d'inclusion et d'exclusion sociales, particulièrement des jeunes, aux diverses formes d'action communautaire et d'intervention de proximité, dont en particulier le travail de rue, ainsi qu'aux dynamiques de collaboration intersectorielle déployées pour répondre aux besoins des personnes marginalisées.

Sue-Ann MacDonald est professeure à l'École de travail social de l'Université de Montréal depuis 2011. Elle travaille depuis des décennies dans le domaine de l'itinérance, au départ comme travailleuse sociale en psychiatrie (Outreach) et ensuite comme chercheuse. Ses recherches interrogent les diverses tensions inscrites dans les discours et les pratiques (sociales, sanitaires et judiciaires) qui produisent l'oppression, l'exclusion et la discrimination à l'égard des personnes en situation d'itinérance. Elle mène actuellement des projets concernant l'itinérance cachée et la domiciliation précaire, sur l'émergence du phénomène des campements à travers le Canada, ainsi que des projets du type recherche-action en partenariat avec des personnes concernées via les organismes communautaires en itinérance.

La différenciation des parcours scolaires vers le cégep et la démocratisation de l'enseignement supérieur au Québec : transaction entre politiques éducatives, déterminismes sociaux et choix individuels

Pierre Canisius Kamanzi (UdeM)

Cette étude analyse l'apport des politiques de différenciation et d'assouplissement des parcours scolaires au secondaire à la démocratisation de l'enseignement supérieur. À partir des données longitudinales tirées du fichier administratif du ministère de l'Éducation, nous montrons que l'institutionnalisation des parcours non linéaires entre la formation générale et professionnelle au secondaire constitue un instrument pour atténuer les inégalités sociales en éducation. En offrant aux jeunes issus de milieux défavorisés la possibilité de réorientation, elle contribue à augmenter leurs chances d'accéder au cégep et d'y obtenir un diplôme. Cette contribution demeure toutefois relativement limitée. Ces parcours ne diminuent pas pour autant les inégalités selon l'origine socioéconomique, car ils profitent aussi bien sinon davantage les élèves issus des milieux de classes moyennes ayant raté la voie royale de l'enseignement supérieur. En conclusion, la structure des parcours scolaires constitue un instrument de justice sociale et d'équité dès lors que c'est un espace de transactions entre les déterminismes sociaux et les choix individuels. Toutefois, ces transactions sont régulées par les politiques publiques et éducatives.

Pierre Canisius Kamanzi a obtenu un doctorat (Ph.D.) en administration de l'éducation de l'Université Laval. Il est professeur au Département d'administration et fondements de l'éducation de l'Université de Montréal, membre régulier du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) et membre du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE). Il s'intéresse notamment aux inégalités sociales et scolaires, aux parcours scolaires dans l'enseignement postsecondaire, à l'immigration et à l'insertion professionnelle.

Les jeunes et les apprentissages dans le travail. Étude de cas sur le développement et la reconnaissance des compétences en Argentine

Claudia Jacinto (Université Buenos Aires)

La communication présente des résultats issus du volet argentin d'une étude comparative entre l'Argentine, la France, le Maroc et le Sénégal, sous la coordination du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ), en France. Ce projet examine la variété et l'articulation des modes d'acquisition et de validation des qualifications, entendue comme la somme des savoirs, savoir-faire, aptitudes et compétences d'un individu lui permettant d'exercer un emploi, et d'évoluer vers, puis dans, un emploi décent. Le projet d'étude s'intéresse plus particulièrement à la contribution des « apprentissages dans le travail » (*learning*) comme voie valorisante et valorisée de qualification. Le projet mobilise des entretiens auprès de jeunes travailleurs, de chefs de chantiers et de micro-entrepreneurs dans le domaine de la construction.

Les résultats montrent que dans ce secteur, les enjeux de développement des apprentissages varient selon la dynamique de l'offre et de la demande du secteur, d'une part et d'autre part selon les environnements spécifiques du travail. Ainsi, dans le contexte des petites et micro-entreprises, les employés travaillent souvent dans l'informalité (74 %) et apprennent également de manière informelle. Dans le contexte des grands chantiers, très peu d'entreprises investissent dans la formation, malgré la présence des travailleurs stables et permanents. Cependant, de façon générale, la plupart des chefs de chantier témoignent la mise en place des séquences d'apprentissage explicites, non formelles ou informelles sur le milieu du travail, visant à développer de nouvelles qualifications. Dans ces cas, le syndicat joue même un rôle majeur dans le respect des normes et veille au développement de ce type de compétences chez les ouvriers. Or, ces objectifs se heurtent souvent aux conditions d'emploi du secteur (sous-traitance, roulement de personnel) qui entravent le développement des compétences des jeunes moins qualifiés, chez qui – à la suite de longues journées de travail, d'efforts physiques importants, ajoutés au caractère temporaire des contrats –, il est difficile d'organiser des séquences d'apprentissage. Dans ce cadre, la validation des acquis de l'expérience (VAE) présente également plusieurs enjeux : disputes dans le dialogue social qui se reflète dans des voies parallèles ; certification et validation entre les différents systèmes de formation professionnelle ; processus de certification rarement financés ; processus entravés pour inclure la certification dans les conventions collectives ou la reconnaissance de celle-ci sur le plan salarial.

Claudia Jacinto a obtenu un doctorat (Ph.D) en sociologie de l'Amérique latine à l'Université de Paris III en 1987. Elle est chercheuse principale au Centre des investigations sociales du Conseil national de recherches scientifiques et technologiques en Argentine et elle exerce les fonctions de professeure à l'Université de Buenos Aires. Professeure Jacinto coordonne également le Programme d'études sur la jeunesse (PREJET). Elle est également membre de l'Académie International d'Education. Ses recherches portent notamment sur les liens entre l'éducation, la formation et l'emploi.

Portraits d'apprentissages tout au long de la vie des jeunes Inuit

Jrene Rahm (UdeM)

La présentation s'inscrit dans la thématique des transitions et transversalités des sphères de vie des jeunes, dans notre cas, des jeunes Inuit d'une communauté à Nunavut. Nous dressons trois portraits de parcours d'apprentissage tout au long de la vie de trois jeunes Inuit accomplis, tiré d'une recherche collaborative avec La Société Aqqumavvik (SA), un programme communautaire dirigé par des Inuits de la communauté d'Arviat à Nunavut. L'objectif central de ce programme s'inscrit dans la revitalisation et redéploiement de l'Inuit Qaujimagatuqangit (IQ), la vision du monde des Inuit. L'inunnguiniq est l'art d'élever les enfants, de les « façonner » de manière à ce qu'ils deviennent des êtres humains responsables et compétents. Fondamentalement, l'inunnguiniq est une démarche de socialisation et d'éducation qui procure aux enfants et aux jeunes les ressources nécessaires pour mener une bonne vie, en particulier par la transmission de certains savoirs et savoirs-faire profondément ancrés dans la culture, mais aussi de valeurs et de convictions intrinsèquement constitutives de la vision du monde et du système de connaissances des Inuits.

Dans notre présentation, nous tentons de démontrer l'incidence du programme de chasse et de gestion environnementale sur l'évolution graduelle de trois jeunes accomplis. La présentation de trois portraits et de leurs parcours personnels tout au long de la vie (enfance – jeune adulte) offre une manière de comprendre les enjeux et défis des transitions vécus par les trois jeunes. Les parcours et processus de socialisation (inunngujniq), par et dans la communauté, mais également la mobilité dans le Nord parmi des institutions éducatives multiples, sont marqués par un aller-retour entre deux mondes. Les tensions et défis associés à ce va-et-vient sont identifiés, et un portrait de leurs résolutions multiples au travers le temps est offert. Enfin, les portraits soulignent l'importance des relations multiples des jeunes avec les membres de leur communauté mais également leur culture, la langue et le territoire, un tout qui forme un filet de soutien et de bien commun essentiel aux jeunes pour ensuite devenir les acteurs clés dans leur communauté et porteurs de IQ.

Jrène Rahm est professeure titulaire en psychopédagogie à l'Université de Montréal (PhD, University of Colorado, USA 1998). Ses recherches portent sur l'apprentissage et le développement identitaire des jeunes, soutenues par la participation dans des activités informelles comme les musées et les programmes parascolaires et communautaires. Elle s'intéresse particulièrement à la voix des jeunes, à la recherche participative et à la navigation des jeunes des espaces éducatifs divers, qui mènent à des parcours éducatifs riches. Un tel ancrage l'a amenée vers la recherche collaborative avec les communautés Inuit au Nunavik et au Nunavut. Elle est membre de Plateforme Échange, Recherche et Intervention sur la SCOLarité : Persévérance Et Réussite (PÉRISCOPE), de l'Observatoire Jeunes et Sociétés (OJS) et chercheuse associée au Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ).

Table ronde

Comment informer les politiques publiques pour permettre une meilleure reconnaissance des différents parcours et transitions de la vie, points tournants, points de bascule?

Mélodie Cordeau (Comité Jeunes+), Ariane Cyr (PRÉCA),
Magalie Quintal-Marineau (INRS), Valérie Roy (AXTRA)

Mélodie Cordeau se décrit comme *une femme aux multiples chapeaux*. Elle a développé un savoir expérientiel dû à son parcours personnel relié au mode de vie de la rue qu'elle utilise comme outil dans son travail et ses implications. Parmi celles-ci on compte ses rôles de travailleuse communautaire au Bureau de Consultation Jeunesse, co-animatrice et représentante des jeunes à la Coalition Jeunes+ et co-chercheure dans le projet PIJ pour la prévention de l'itinérance jeunesse.

Ariane Cyr est directrice générale de Partenaires pour la réussite éducative en Chaudière-Appalaches (PRÉCA), l'instance régionale de concertation des parties prenantes intersectorielles et interordre en faveur de la réussite éducative. Elle est également première vice-présidente du Réseau québécois pour la réussite éducative, le réseau regroupant l'ensemble des instances de concertation au Québec. Étudiante-chercheure à la maîtrise en éducation à l'Université du Québec à Rimouski, elle s'intéresse tout particulièrement aux politiques publiques liées au décrochage scolaire, et à la différenciation des référents sectoriels et intersectoriels liés au décrochage. Finalement, elle a travaillé au développement et à la mise en œuvre de [la plateforme PourRallier](#), un outil de soutien au développement d'une stratégie d'influence ainsi que des compétences de plaidoyer.

Magalie Quintal-Marineau est détentrice d'un doctorat (Ph.D) en géographie humaine de l'Université McGill (2016). Elle a également poursuivi un stage postdoctoral portant sur le rôle des femmes Inuit et leurs contributions au développement de leur communauté au sein de l'équipe Environment, Society and Policy Group à l'Université d'Ottawa (2016-2018). Magalie Quintal-Marineau occupe depuis 2018 un poste de professeure-chercheure au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de recherche scientifique (INRS) et collabore avec l'organisme Pauktuutit, Inuit Women of Canada, autour d'enjeux socio-économiques qui touchent particulièrement les femmes et leur famille dans l'Inuit Nunangat. Ses recherches s'intéressent à l'économie mixte inuite, aux approches de développement dans l'arctique et à leurs impacts sur l'identité, le genre et les communautés autochtones urbaines et rurales.

Valérie Roy est directrice générale d'AXTRA, l'Alliance des centres-conseils en emploi, qui regroupe 100 organismes à travers la province de Québec œuvrant à l'intégration en emploi de toutes les personnes. Elle travaille avec les membres et partenaires d'AXTRA pour développer de meilleures pratiques, accroître le bassin de connaissances dans le secteur de l'emploi et de la formation ainsi que pour créer un marché du travail inclusif. Elle siège aussi sur divers conseils d'administration et comités à l'échelle québécoise, canadienne et internationale.

Panel 2. Participation et formes d'engagement des jeunes

Participation et formes d'engagement des jeunes à travers le Wapikoni

Véronique Rankin et Mailys Flamand (Wapikoni Mobile)

Depuis sa fondation en 2004, le Wapikoni mobile a rejoint plus de 5000 participant.e.s issu.e.s de 45 communautés et 23 nations autochtones à travers le Canada avec ses ateliers de formation et de création audiovisuelle. Chaque année, l'organisme contribue au développement de nouveaux talents qui se découvrent une véritable passion pour les métiers du cinéma et de l'audiovisuel. En offrant aux artistes émergents autochtones un accompagnement personnalisé sous forme de mentorat, Wapikoni contribue à leur développement personnel, professionnel et créatif dans le respect de la souveraineté narrative. Le Wapikoni met à leur disposition un service de distribution soucieux de faire rayonner leurs œuvres à travers le Canada et le monde entier, favorisant la transmission du savoir et la sensibilisation aux réalités des Premiers Peuples. L'organisme travaille à développer un continuum d'activités d'apprentissage et de mentorat enraciné aux valeurs autochtones qui leur permet de développer leur plein potentiel. En plus des activités de création, Wapikoni offre des opportunités de formation et de prise de parole en public par le biais d'ateliers de sensibilisation et d'activités de projection de films. Ces expériences permettent aux jeunes ambassadeur,rice.s et aux artistes d'acquérir des expériences concrètes de prise de parole en public et de contribuer par le fait même à la réalisation de la mission du Wapikoni par leur engagement auprès de l'organisme.

Véronique Rankin occupe depuis octobre 2021 le poste de directrice générale du Wapikoni mobile. Membre de la nation Anishinabe et originaire de la communauté de Pikogan, elle est diplômée de l'École nationale d'administration publique (ENAP) et poursuit un certificat en gestion philanthropique. Sa vaste expérience auprès de différents groupes autochtones en milieux communautaires, urbains et en région éloignée, principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation, sont des atouts considérables pour l'avenir du Wapikoni. Elle s'intéresse particulièrement aux enjeux touchant les services publics offerts aux Autochtones et à la sécurisation culturelle. De plus, elle siège au Conseil d'administration de la Société de la Place des Arts, de la Fondation Québec Philanthrope, des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ), des Productions Menuentakuan, de la société de production médiatique autochtone Kassivi Media, et est nouvelle Présidente du Collectif pour les arts et les cultures des Peuples autochtones, organisme voué à la représentation des artistes, artisans et organismes culturels et artistiques autochtones.

Mailys Flamand est née à Roberval et est originaire de la nation Innu et de la nation Atikamekw. Depuis 2017, elle a réalisé avec le soutien de Wapikoni trois courts-métrages expérimentaux à Manawan, à l'Université Concordia et dans le cadre du studio virtuel. Ses créations explorent et approfondissent un sujet qui lui est cher : l'appartenance à plusieurs lieux. Non seulement Mailys est réalisatrice chez Wapikoni, mais elle y a aussi travaillé comme coordonnatrice locale, comme animatrice d'ateliers de sensibilisation et comme conceptrice visuelle pour le projet Natakanu. Depuis son déménagement à Montréal en 2019, elle est active dans la communauté autochtone urbaine, notamment en ayant présidé le Cercle des Premières Nations de l'UQAM et en ayant siégé au Conseil jeunesse de Montréal Autochtone. Détentrice d'un diplôme d'études collégiales en arts visuels de Trois-Rivières et d'un certificat en intervention jeunesse autochtone de l'UQAC, Mailys a travaillé en tant qu'animatrice culturelle de février 2020 à août 2022 à Montréal Autochtone. Elle est coordonnatrice aux ateliers de sensibilisation au Wapikoni depuis septembre 2022.

Facteurs associés à l'engagement civique des jeunes nés au Québec

Mai Thanh Tu et Amélie Groleau (ISQ)

Les jeunes adultes, en s'engageant civiquement, contribuent au bon fonctionnement de la démocratie québécoise et canadienne ainsi qu'à leur propre bien-être. Cette présentation porte sur les résultats d'analyses réalisées à partir des données de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, 1^{ère} édition (ELDEQ 1), une étude de cohorte représentative des jeunes nés au Québec en 1997-1998. Tout d'abord, nous brosserons un portrait de deux formes d'engagement civique des jeunes alors qu'ils avaient environ 23 ans, soit l'engagement social (ex. : offrir de l'aide dans son entourage, faire des dons ou du bénévolat) et la participation politique non électorale (ex. : signer des pétitions ou boycotter un produit). Puis, nous examinerons les facteurs mesurés de l'enfance au début de la vie adulte qui contribuent à la participation à l'une ou l'autre de ces formes d'engagement civique. Les résultats permettront notamment de souligner l'importance des données longitudinales dans l'étude de l'engagement civique des jeunes, de même que la pertinence, sur le plan analytique, de distinguer l'engagement social et la participation politique non électorale.

Mai Thanh Tu détient un doctorat en neurosciences. C'est à la suite d'un stage postdoctoral en santé publique qu'elle a découvert la richesse des données de la première édition de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ 1). Elle s'est jointe à l'Institut de la statistique du Québec en 2018 pour d'abord prêter main-forte à l'équipe responsable des analyses et des publications à partir des données de cette édition. Comme chargée de projet de l'ELDEQ 1, elle collabore maintenant aux activités de collecte, au traitement des données, ainsi qu'aux projets d'analyses et de publications.

Amélie Groleau est détentrice d'une maîtrise et d'un doctorat en sociologie. Professionnelle de recherche à l'Institut de la statistique du Québec depuis 2018, elle travaille dans la Direction des enquêtes et des indicateurs sociaux. En plus d'être chargée de projet pour différentes enquêtes sur la petite enfance et la famille, elle participe à la réalisation de publications sur les jeunes adultes à partir des données de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec.

La participation des jeunes en Protection de la Jeunesse : regards sur leurs expériences pendant le placement et ses impacts sur la transition vers la vie adulte

Jessica Côte-Guimond, Ursy Ledrich, Émilie Roy (Collectif Ex-Placé DPJ);
Camille Bourgelas, Geneviève Caron et Rosita Vargas Diaz (ULaval)

Cette communication vise à présenter les résultats préliminaires d'une recherche-action participative, menée au Québec, par six jeunes ex-placés membres du Collectif Ex-Placé de la DPJ et une chercheure universitaire. L'objectif est de connaître en profondeur l'expérience de participation des jeunes au processus de décision sur son plan d'intervention et sur son milieu de vie pendant le placement, ainsi sur les services d'accompagnement à sa transition à la vie adulte. Les résultats montrent que la participation des jeunes pendant le placement est limitée, notamment en ce qui concerne l'intervention clinique et les décisions critiques pour ces jeunes. La plupart du temps, lorsqu'il y avait un espace de participation, il se limitait à une simple consultation. S'il s'agit d'une expérience partagée, dans le cas des jeunes qui ont vécu dans un contexte familial, ils disent avoir ressenti une plus grande ouverture au dialogue et à la participation sociale. Les jeunes qui ont vécu dans des centres de réadaptation (placement institutionnel), à quelques exceptions près, disent qu'ils se sont sentis limités dans leur capacité à s'exprimer et encore plus à décider des aspects quotidiens de leur vie dans les centres, ainsi que des aspects les plus critiques de leur vie. Du point de vue des jeunes, cet espace limité de participation a eu un impact majeur sur leur processus d'autonomisation et a rendu leur transition vers la vie adulte encore plus difficile.

Jessica Côte-Guimond est une ancienne jeune placée et fondatrice du Collectif Ex-Placé DPJ. Elle est bachelière en psychoéducation et candidate à la maîtrise en administration publique. Elle s'implique activement pour améliorer le système de la protection de la jeunesse, faciliter la participation des premiers concernés et faire reconnaître les savoirs expérientiels.

Émilie Roy est une militante co-fondatrice du Mouvement jeunes et santé mentale, ainsi que co-responsable du comité jeune du Collectif Ex-Placé DPJ, deux organismes par, pour et avec les jeunes. Elle se bat, avec espoir, pour faire changer les choses pour les jeunes de la DPJ ainsi qu'en santé mentale.

Geneviève Caron est une ancienne jeune placée et militante. Elle a siégé sur le comité de jeunes de l'étude longitudinale sur le devenir des jeunes placés (EDJeP) à l'ENAP.

Rosita Vargas Diaz est professeure adjointe à l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval. Elle s'intéresse au projet de vie de permanence, à l'intervention en contexte de diversité culturelle, à la participation des jeunes et aux conditions de pratique des professionnelles.

Esquisse des profils d'engagement des jeunes en économie sociale dans les milieux régionaux

Aline Lechaume (ULaval) et Frédérique Moisan (Pôle CN)

À travers la perspective des parcours de vie, cette communication s'intéresse au phénomène du rapport au travail des jeunes entrepreneurs collectifs, en cherchant à comprendre les raisons de leur engagement dans l'économie sociale, ainsi que les impacts que les jeunes et leurs projets ont sur les écosystèmes régionaux. Les analyses résultent d'un projet de recherche au cours duquel 11 jeunes entrepreneurs collectifs et 7 acteurs institutionnels, dans les régions du Bas St-Laurent, de l'Estrie et de l'Outaouais ont été rencontrés. Cette étude s'appuie sur une démarche qualitative, soutenant une approche inductive. Le cœur de l'exposé sera dédié à la présentation des résultats et à leur interprétation. Nous aborderons d'abord les phénomènes qui contribuent à expliquer la spécificité du rapport au travail des jeunes ainsi que les effets de ces phénomènes sur leur engagement. Puis, en nous basant sur les motivations des jeunes à s'engager en économie sociale, nous explorerons, appuyés de témoignages, trois profils d'engagement de jeunes entrepreneurs collectifs.

Aline Lechaume est professeure agrégée au Département des relations industrielles de l'Université Laval. Elle s'intéresse aux parcours d'insertion socioprofessionnelle des personnes issues des groupes minoritaires marginalisés et des diversités (personnes immigrantes, en situation de handicap, jeunes, etc.), ainsi qu'aux politiques publiques et programmes d'immigration et d'emploi et aux inégalités sociales. Ses travaux récents portent notamment sur les parcours des personnes migrantes à travers le double prisme de la précarité de l'emploi et du statut. Elle est membre de plusieurs chaires et groupes de recherche. Elle est membre co-chercheur de l'Équipe de recherche en partenariat sur la diversité culturelle et l'immigration dans la région de Québec (ÉDIQ), de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) et chercheure associée de la Chaire de recherche du Canada sur les dynamiques migratoires mondiales (DYMIG).

Frédérique Moisan est étudiante à la maîtrise en Relations industrielles à l'Université Laval sous la direction d'Aline Lechaume. Elle s'intéresse aux jeunes entrepreneurs collectifs, à la vitalité des milieux de vie régionaux ainsi qu'à l'attraction et la rétention des jeunes en région. Son projet s'inscrit dans les chantiers « Expérimentations variées et préparation à l'emploi » et « L'innovation par l'entrepreneuriat » du volet Emploi et Entrepreneuriat de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ). En partenariat avec le Chantier de l'économie sociale (CES), Frédérique collabore présentement à l'élaboration d'un feuillet statistique sur les jeunes et l'économie sociale à partir des données d'un sondage mandaté par le CES, mené par Léger.

Activité participative

Comment peut-on favoriser une plus grande participation des jeunes tout en soutenant les diverses formes que prend leur engagement?

Victor Fernandes et Stéphane Girard (Colloque interuniversitaire sur la jeunesse); Carole Bérubé-Therrien, Alicia Ibarra-Lemay, Véronique Picard et Flavie Robert-Careau (Comité des jeunes du volet Jeunes Autochtones)

Carole Bérubé Therrien est native de la Côte-Nord et membre de la communauté innue de Matimekush-Lac-John. Chargée de projet à la CRJ, elle détient un D.E.C en arts plastiques du cégep de Sept-Îles (2011) et un D.E.C en techniques de gestion et d'intervention en loisir (2015). Son désir d'unir l'art à l'animation se traduit dans les différents emplois qu'elle a occupés dans le milieu culturel autochtone depuis 2017. Elle considère que l'utilisation de visuels artistiques est une clé majeure facilitant la compréhension et l'accès au milieu de la recherche.

Victor Fernandes est candidat au doctorat en administration publique à l'École nationale d'administration publique. Il s'intéresse dans le cadre de sa thèse aux enjeux de la transition à la vie adulte des jeunes issus de l'immigration qui ont également été placés par la protection de la jeunesse au Québec. Titulaire d'une maîtrise en sociologie, son approche de nature qualitative cherche à valoriser le point de vue des jeunes face à leurs propres expériences et vécu. Il a également participé à la coordination de la 4e édition du Colloque interuniversitaire sur la jeunesse.

Stéphane Girard est étudiant au doctorat à l'ÉNAP. Il s'intéresse aux liens entre l'instabilité chez les jeunes hébergés en centre de réadaptation et leur situation à l'âge adulte. Titulaire d'une maîtrise en criminologie – option recherche, de l'Université de Montréal, qu'il a complété en 1995, il a ensuite complété une maîtrise en administration publique – option évaluation de programmes en juin 2019. Ses principaux thèmes de recherche sont la collaboration interorganisationnelle et interprofessionnelle, la pratique professionnelle des intervenants jeunes, la scolarisation des jeunes hébergés, la transition à la vie adulte et la méthodologie qualitative.

Alicia Ibarra-Lemay est Kanien'kehá:ka de la communauté de Kahnawà:ke. Apporter du soutien auprès de personnes dans le besoin a toujours été une passion pour elle. Lors de ses études dans les programmes en Langues autochtones, en Éducation et en Enfance, offerts à Montréal Autochtone, où elle a œuvré auprès de diverses personnes désirant reprendre contact avec elles-mêmes ainsi qu'avec leurs racines autochtones. Ce parcours de formation se poursuit à l'Université Concordia au sein des programmes d'Études des peuples autochtones et d'Études de l'enfant dans l'espoir de mieux venir en aide aux personnes issues des peuples autochtones.

Véronique Picard est Huronne-Wendat de la communauté de Wendake. Elle a obtenu son baccalauréat en 2014 et sa maîtrise en 2016 en criminologie à l'Université de Montréal. Son début de carrière s'est fait en milieu policier, mais elle s'est rapidement jointe à l'équipe de Femmes Autochtones du Québec, puis de Montréal Autochtone, afin de travailler avec et pour les populations autochtones du Québec. Ses valeurs sont enracinées dans son identité autochtone et Wendat et elle croit fortement en la nécessité de les faire transparaître dans ses fonctions. Son rôle au sein du volet Jeunes Autochtones de la CRJ lui permet de coordonner les différents milieux et partenaires selon les objectifs visés par le volet.

Flavie Robert-Carreau a participé à plusieurs projets collaboratifs autour de l'engagement des jeunes autochtones et non-autochtones qui l'ont amené à s'investir au sein de la CRJ comme professionnelle de recherche. Ses intérêts de recherche rejoignent étroitement les visées du volet Jeunes Autochtones (JA) quant à la place des jeunes des Premières Nations, Inuit et Métis dans la recherche en tant qu'experts de leurs réalités, la valorisation de leurs voix, ainsi que le développement de leurs capacités. Elle s'intéresse particulièrement à la place des JA dans les milieux scolaires, en lien avec sa maîtrise à l'Université Laval en anthropologie portant sur l'éducation postsecondaire des JA au Québec.

Panel 3. Inégalités sociales et diversités des jeunes

La reproduction des inégalités d'une génération à l'autre est-elle genrée? Aperçu des résultats d'une analyse de données fiscales canadiennes

Xavier St-Denis (INRS)

Dans cette présentation, nous réexaminons l'association plus faible entre le statut socioéconomique des pères et de leurs filles (une fois devenues adultes) qu'entre les pères et les fils. Seules quelques études se penchent sur l'émergence des différences selon le genre durant le parcours de vie des jeunes hommes et jeunes femmes ayant grandi dans des familles de différent statut socioéconomique. Le rôle relatif des mères par rapport aux pères reste également sous-étudié. Pour pallier ces limites, nous utilisons un ensemble de données fiscales intergénérationnelles liant les enfants nés entre 1963 et 1985 à au moins un de leurs parents. Cela nous permet d'estimer la relation entre le revenu des parents et celui des enfants à différents moments du parcours de vie des jeunes.

Nos résultats démontrent une association plus faible entre les revenus des parents et les revenus de leurs filles que les revenus de leurs fils, en particulier à partir de 30 ans. Ce type de résultat est parfois interprété comme le signe d'une plus grande mobilité sociale des filles que des fils. Cela dit, nos résultats suggèrent plutôt que cette tendance s'explique par la plus grande taille de l'écart de revenu selon le genre au sommet de la distribution des revenus parentaux qu'au bas de la distribution. Nous identifions également un rôle particulièrement important des mères en relation avec le succès socioéconomique de leurs filles.

Nos résultats suggèrent que les politiques soutenant la participation des mères au marché du travail et leur accès à des emplois bien rémunérés pourraient contribuer à combler l'écart de rémunération selon le genre à travers la distribution de revenu parental. Notre étude met également en lumière les dynamiques de stratification sociale chez les jeunes Canadiennes et Canadiens à l'intersection de l'origine sociale et du genre.

Xavier St-Denis est formé en sociologie économique et du travail. Il est devenu professeur adjoint en inégalités sociales au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique après avoir obtenu son doctorat de l'université McGill, puis avoir été chercheur postdoctoral à l'université de Toronto. Il s'intéresse tout particulièrement aux politiques sociales, à la sociologie des professions et des organisations, à la stratification et la mobilité sociale, ainsi qu'à l'éducation et aux compétences. Ses travaux portent sur les transformations de l'emploi et du marché du travail au Canada, aux États-Unis et en Europe depuis les 40 dernières années. Les plus récents explorent les facteurs expliquant les tendances en matière de stabilité d'emploi dans différents contextes nationaux, ainsi que les conséquences de trajectoires professionnelles instables sur la probabilité d'embauche.

Portrait des Jeunes trans et non binaires et de leurs besoins en matière de santé et services sociaux au Québec

Charles-Antoine Thibeault et Annie Pullen Sansfaçon (UdeM)

En avril dernier, le Gouvernement du Québec lançait ses nouvelles 'Lignes directrices sur la santé et le bien-être des personnes de la diversité sexuelle et des genres', dans le but d'améliorer le système de la santé et des services sociaux et de le rendre plus inclusif à l'égard de la diversité sexuelle et des genres. Le Gouvernement identifie les jeunes trans et non binaires comme une des populations cibles de sa politique. En s'appuyant sur des données ramassées dans le cadre de quatre projets de recherche distincts menés exclusivement au Québec auprès de cette population, cette communication brosse un portrait de la situation des jeunes trans et non binaires dans la province et discute la pertinence d'un petit nombre d'engagements phares en réponse à leurs besoins.

Charles-Antoine Thibeault est candidat au doctorat en service social à l'Université de Montréal. En 2017, il est diplômé d'une Maîtrise en musicothérapie de l'Université Concordia. Il offre ensuite des services de musicothérapie en pédiatrie sociale et auprès de jeunes trans et non-binaires pour l'organisme Jeunes Identités Créatives. En plus de ses recherches doctorales, il est coordonnateur d'un projet de recherche pour la Chaire de Recherche sur les Jeunes Trans et leur Familles.

Annie Pullen Sansfaçon est titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les enfants transgenres et leurs familles. Elle détient Ph.D en éthique et travail social (De Montfort University, UK, 2007) et s'intéresse aux approches anti-oppressives et à l'éthique depuis le tout début de sa carrière. Depuis 2010, elle consacre une grande partie de son temps de recherche visant à mieux comprendre les expériences des enfants et des jeunes trans, et de leurs familles, qu'elles soient biologiques ou choisies. Elle a publié plusieurs chapitres de livre et articles sur leurs expériences ainsi que sur l'approche trans affirmative et est co-auteure du livre *Supporting Trans and Gender Creative Youth: Schools, Families and Communities in Action* (Peter Lang, 2014 et 2018). Finalement, elle est une des co-fondatrices de l'Organisme Enfants transgenres Canada et est chercheuse associée à l'École de travail social de L'Université Stellenbosch en Afrique du Sud.

Entre délinquance et transition vers l'âge adulte : discussion autour des défis dans les parcours des jeunes judiciairisés au Québec

Marie Dumollard (UdeM)

Cette communication s'intéresse à la transition vers l'âge adulte des jeunes judiciairisés dans le système de justice des mineurs au Québec. Plus précisément, elle traite des différentes dimensions présentes dans les parcours des jeunes judiciairisés marqués non seulement par des évolutions liées au processus de transition vers l'âge adulte, mais aussi par une injonction à s'éloigner de la délinquance (« désistement du crime » ou « désistance »). Ces processus, tous deux multidimensionnels et non-linéaires, s'influencent mutuellement dans le temps, alors que la sortie de la délinquance est envisagée par certains comme une dimension à part entière du passage à la vie adulte. À ce titre, le désistement du crime influence et est influencé par les marqueurs et le déroulement de la transition vers l'âge adulte. Dans ces multiples interactions, il s'avère justement que les deux processus partagent des dimensions analogues autour de temporalités chronologiques (l'avancée biologique en âge), statutaires (l'endossement de nouveaux rôles sociaux) et subjectives (les transformations identitaires) (Longo, 2016; Weaver, 2019). L'objectif de cette communication est de mieux comprendre comment ces différentes dimensions se déploient et interagissent dans les parcours juvéniles judiciairisés en route vers l'âge adulte.

Cette communication présentera les résultats d'une étude menée entre juillet 2018 et janvier 2019 auprès de 16 jeunes suivis dans le système de justice des mineurs au Québec. Les données sont issues d'une recherche doctorale qualitative traitant de la réception de l'action publique sociojudiciaire par les jeunes judiciairisés dans le système québécois de justice des mineurs. Les résultats montreront que les parcours sont traversés par des temporalités chronologiques, statutaires et subjectives plurielles, qui nourrissent le projet d'une vie adulte future hors de l'illégalité et du système pénal et qui facilitent cette projection ou, au contraire, la complexifient progressivement. Ils révéleront que ces enjeux s'articulent au fil du temps et façonnent les parcours juvéniles. Le poids du passé, institutionnalisé et encadré, amène les jeunes à considérer cette partie de leur parcours comme du temps perdu. Le présent est pris dans une dualité, entre contrainte institutionnelle persistante et mise en mouvement par le changement. Enfin, les aspirations futures deviennent des espaces de projection vers autre chose et des vecteurs de conformité sociale.

Marie Dumollard est professeure adjointe à l'École de travail social de l'Université de Montréal depuis juillet 2022. Elle s'intéresse aux parcours des adolescents et jeunes adultes judiciairisés, aux interventions du système de justice juvénile ainsi qu'à l'action publique jeunesse et sociopénale. Elle a complété son doctorat en administration publique et en science politique en cotutelle internationale à l'École nationale d'administration publique et l'Université de Rennes 1 en France. Sa thèse traitait de l'action publique sociojudiciaire portée en soutien à la transition vers l'âge adulte des jeunes qualifiés de contrevenants. Elle a aussi réalisé un postdoctorat en sociologie et en criminologie à l'Institut national de la recherche scientifique – Centre Urbanisation Culture Société et à l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval. Avant d'entamer son doctorat en 2015, Marie était chargée d'études et de recherche à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire en France. Dans ses travaux, Marie s'intéresse aux parcours des jeunes judiciairisés, au système de justice juvénile ainsi qu'à l'action publique dans le secteur de la jeunesse (secteurs pénal et protection de la jeunesse, politiques locales de jeunesse, etc.).

Perceptions de discrimination de jeunes Québécois issus de l'immigration

Sabrina Dorceus (UdeS)

Les jeunes issus de l'immigration représentent une proportion importante de la population québécoise. En 2021, ces jeunes immigrants de 1^{re} génération (nés à l'étranger) et de 2^e génération (nés au pays, mais ayant au moins un parent né à l'étranger) représentaient 34 % des 15-24 ans et 34 % des 25-34 ans (Institut de la statistique du Québec, 2022) et étaient en partie issus de minorités visibles (Statistique Canada, 2022).

Malgré la perspective québécoise du vivre-ensemble face à l'enjeu d'immigration ainsi que des mesures inclusives et antidiscriminatoires existantes, dans le cadre d'études qualitatives, des jeunes issus de l'immigration rapportent des perceptions de discrimination ethnoraciale, définies comme étant les croyances d'une personne quant à un traitement injuste ou différentiel dû à l'appartenance ethnique ou à une minorité visible (Benner et al., 2018), par rapport au groupe majoritaire (p. ex. : Darchinian et al., 2017; Garneau, 2017; Magnan et al., 2017). Ces perceptions de discrimination, qu'elles soient fondées ou non, demeurent toutefois peu documentées au Québec, malgré leur impact connu sur le bien-être psychologique et physique ainsi que la réussite académique (Lee et al., 2016; Seaton et Douglass, 2014). La présente communication s'inscrit dans une recherche plus large visant à examiner la relation entre les perceptions de discrimination et les choix de carrière des jeunes Québécois issus de la diversité. Cette recherche s'appuie sur un devis descriptif explicatif dont la collecte de données a été réalisée via une enquête par questionnaire en ligne de mai 2022 à février 2023. L'échantillon est composé de 756 élèves de 4^e (28 %) et 5^e secondaire (72 %) (secteur de la formation générale des jeunes) fréquentant des écoles secondaires francophones québécoises. La grande majorité des élèves composant cet échantillon est issue de minorités visibles (72 %) et plus du tiers sont nés à l'extérieur du Canada (38 %).

La communication s'articulera autour des thèmes suivants : 1) perceptions de discrimination (manifeste et subtile); 2) perceptions limitantes relatives à la carrière. Les résultats de la recherche permettront de brosser un portrait de la situation quant à la prévalence des perceptions de discrimination et des perceptions limitantes relatives à la carrière chez les jeunes élèves du secondaire issus de l'immigration. Enfin, les résultats contribueront à alimenter les réflexions quant aux pistes d'intervention à favoriser afin de développer des milieux de vie inclusifs ainsi qu'aux politiques publiques au regard des besoins potentiels des jeunes Québécois issus de l'immigration.

Sabrina Dorceus est professeure au Département d'orientation professionnelle de l'Université de Sherbrooke et conseillère d'orientation, membre de l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec. Elle est également chercheure régulière du Groupe de recherche en développement de carrière (GRDC). Elle s'intéresse particulièrement au développement de carrière en contexte d'interculturalité, aux pratiques professionnelles en orientation, à la diversité en emploi et à l'évaluation psychométrique.

Comment développer des milieux sécurisants pour une meilleure équité à l'égard des jeunes?

*Karine Awashish (ULaval), Patricia Dionne (UdeS),
Clément Laporte (UQAM), Leslie Touré Kapo (INRS)*

Karine Awashish, atikamekw, originaire de la communauté atikamekw d'Opitciwan. Doctorante en sociologie depuis 2020 (Université Laval) et boursière Vanier depuis 2021, elle est titulaire d'une maîtrise en loisir, culture et tourisme (UQTR) et d'un baccalauréat en administration des affaires (UQAM). Elle cumule des expériences professionnelles dans le domaine du développement social, culturel et économique des Premières Nations au Québec depuis plus de 15 ans notamment comme conseillère en économie sociale de 2013 à 2021 à la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL). Son implication au projet collectif Tapiskwan lui permet de conjuguer deux objectifs personnels et professionnels qui lui tiennent particulièrement à cœur soit la diffusion et la mise en valeur de la culture et des arts atikamekw ainsi que le développement de la jeunesse.

Patricia Dionne est professeure au Département d'orientation professionnelle de l'Université de Sherbrooke et conseillère d'orientation, membre de l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec. Elle est également membre du Centre d'études et de recherches sur les transitions et l'apprentissage (CÉRTA) ainsi que du Centre de recherche et d'intervention sur l'éducation et la vie au travail (CRIEVAT). Elle s'intéresse particulièrement au counseling de carrière groupal, l'intervention en orientation auprès d'adultes en situation de pauvreté, de précarité ou ayant des troubles de santé mentale, ainsi qu'à l'apprentissage et au développement des adultes dans une perspective culturelle-historique de l'activité.

Clément Laporte est criminologue de formation. Il a œuvré 40 ans auprès d'adolescent.es touchés par le système de justice des mineurs. Il a initié, développé et coordonné des innovations sociales dans le domaine de la prise en charge de mineur.es ayant des démêlés avec la justice. Il est directeur exécutif de la Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants.

Dialogue sur l'avenir des politiques publiques sur la jeunesse du Québec

Quels sont les enjeux, les défis et l'avenir des politiques publiques sur la jeunesse du Québec?

Leaders d'organismes jeunesse du Québec : Cécile Arbaud (Dans la rue; Coalition Jeunes+), Nicolas Bourgois (CACJEQ), Rudy Humbert (RCEJQ), Elsa Mondésir Villefort (Citoyenneté jeunesse), Gabrielle Vachon-Laurent (RJPNQL) et cotitulaires de la CRJ

Cécile Arbaud est directrice générale de Dans la rue, organisme de Montréal venant en aide aux jeunes en situation ou à risque d'itinérance. Très impliquée dans la prévention de l'itinérance jeunesse, elle a été à l'initiative de la création de la Coalition Jeunes+ pour prévenir l'itinérance des jeunes au Québec et elle est membre du conseil d'administration de deux organisations canadiennes : la coalition Vers un Chez Soi (A Way Home) ainsi que le réseau Changer de Direction (Making the Shift). Enfin, elle codirige le groupe de travail jeunesse au sein du Collectif québécois pour prévenir l'itinérance (CQPI).

Nicolas Bourgois est diplômé à la maîtrise en science politique et en administration publique. Ses sujets d'intérêts concernent les politiques publiques visant les groupes minoritaires et la gouvernance collaborative. Entre 2018 et 2021, il a été coordonnateur du Comité consultatif Jeunes (CCJ) de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) où il a travaillé sur divers enjeux, notamment les stages en milieu de travail, le développement des compétences de l'avenir, ainsi qu'un mandat ministériel visant les jeunes en situation NEEF (ni en emploi ni en formation). Depuis 2021, il est directeur du CACJEQ, un regroupement national de 24 Carrefours jeunesse-emploi.

Rudy Humbert est directeur général du Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec et est titulaire d'une maîtrise en Économie du développement après avoir obtenu une licence en Sciences de gestion. Engagé depuis plus de 10 ans sur les enjeux d'implication citoyenne et d'éducation populaire, il a été l'initiative et à l'appui de nombreux projets citoyens pour des populations en situation de vulnérabilité. Inspiré par le modèle unique des CJE et l'effervescence communautaire du Québec, il met un point d'honneur à trouver des réponses locales à des enjeux globaux. Investi dans le développement des capacités d'agir des jeunes de tout horizon, il rejoint le RCJEQ début 2017. Très actif dans sa communauté, Rudy investit les sphères d'influence pour valoriser les jeunes et l'approche communautaire.

Elsa Mondésir Villefort est détentrice d'un baccalauréat en études internationales spécialisé en science politique. Elle est actuellement directrice générale de Citoyenneté jeunesse, une organisation qui fait la promotion de l'engagement jeunesse à travers le Québec. Elle est également membre du Conseil supérieur de l'éducation du Québec. Elsa développe et anime présentement des formations en plus d'accompagner des organisations ainsi que des groupes de jeunes de moins de 35 ans à travers le Canada qui souhaitent se mettre en action et amener des changements durables dans leurs communautés.

Gabrielle Vachon-Laurent est directrice générale par intérim du Réseau jeunesse des Premières Nations Québec-Labrador (RJPNQL). Vice-Présidente de Femmes Autochtones du Québec, elle a étudié et gradué au Collège Kiuna en 2016. *Kuei!*